

Ne nous laissons pas bernier par les déclarations d'un gouvernement à la botte du Medef : continuons la lutte !

L'accord d'assurance chômage est inadmissible. Les petites adaptations sur le régime des intermittent-es ne répondent nullement à la gravité de la situation. La lutte doit continuer !

Jeudi 18 Juin, au mépris de la mobilisation existant depuis des mois, au mépris des grèves qui se multiplient, au mépris de tous les courriers de syndicats, de politiques, de collectifs dénonçant l'accord sur l'assurance chômage... le gouvernement annonce qu'il compte l'agréer.

Le même mépris existe face à la grève des cheminot-es. Mépris face aux alertes envoyées au travers du vote à l'extrême droite. Ce gouvernement suit la politique du Medef et affiche qu'il ne compte pas changer de ligne. Il détruit nos droits : droit des travailleur-euses, droits sociaux, droit à des services publics de qualité. Ce faisant il cherche à briser les solidarités, augmenter la concurrence de tous contre tous, détruire nos possibilités de résistance. Il est urgent de toutes et tous nous révolter !

Afin de tenter de calmer la mobilisation contre cet accord d'assurance chômage qui est grandement portée par les intermittent-es, le gouvernement annonce une mesurette d'adaptation du différé : il n'est pas annulé mais son coût est pris en charge par l'état, au grand bonheur du Medef qui cherche à détruire la solidarité interprofessionnelle ! On pourrait se demander pour combien de temps cette prise en charge. Mais surtout, cela n'est absolument pas une réponse à

la gravité de la destruction des conditions d'indemnisations. Notamment parce que les alarmes et propositions des premières concerné-es n'ont toujours pas été écoutées, que le principe mutualiste détruit en 2003 n'est plus mis à l'ordre du jour des discussions.

Tous les syndicats, associations et coordinations en lutte contre cet accord appellent à continuer le combat ! Tous avaient immédiatement exprimé le fait que cette mise en place d'un médiateur sur la seule question des annexes 8 et 10 n'était pas à la hauteur de ce que nous dénonçons : c'est l'accord dans son ensemble qui est inadmissible. Alors que la norme de l'emploi devient la discontinuité, cet accord vise à continuer de détruire les règles spécifiques créées pour compenser cette flexibilité.

Le gouvernement, en ne parlant que des intermittent-es, cherche à mettre un écran de fumée devant le scandale : **déjà aujourd'hui 6 chômeur-euses sur 10 ne sont pas indemnisé-es et cet accord va augmenter la précarisation de toutes et tous**, va obliger les travailleur-euses à accepter n'importe quel emploi pour survivre et pour conserver des miettes d'indemnisation, va empêcher les salarié-es de se battre dans leurs entreprises en les contraignant à accepter des diminutions de leurs salaires ou de leurs conditions de travail face à la menace de ce chômage qui ne protège plus de la misère.

Parallèlement, le gouvernement annonce le dégel des budgets de la culture afin de tenter de démobiliser les employeur-euses du spectacle et directeur-trices de festivals dont beaucoup ont réclamé le non-agrément. Certes, un dégel c'est déjà ça. Mais rappelons que dans la culture nous réclamons aussi beaucoup plus que ça face à la situation catastrophique.

Le gouvernement cherche une fois de plus à nous diviser en faisant des annonces fumeuses. Ne nous laissons pas faire ! Au contraire, il faut voir que **même s'il tente de dire qu'il est ferme sur ses positions, il a fait des adaptations parce qu'il**

a peur de la révolte actuelle. Il faut continuer la lutte !

La lutte paie. Seule la lutte paie. Face à un gouvernement qui cherche par tous les moyens à briser les solidarités et les vies, il est urgent de toutes et tous nous révolter !

SUD Culture Solidaires, 20 Juin 2014